

**CCAP - Cahier des Charges Administratives Particulières  
CONSULTATION B2025 007**

**TRAVAUX DE MISE EN PLACE DE BALLONS TAMPON  
SUR LES POMPES A CHALEUR  
(siège CPAM Bayonne)**

**Date et heure limites de réception des offres :**

**Mercredi 5 mars 2025 – 12h00**

## 1 – PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

D'une part,

La **Caisse Primaire d'Assurance Maladie de BAYONNE**

68/72 Allées Marines– 64111 BAYONNE CEDEX

Représentée par Véronique TOULOUSE en sa qualité de Directrice,  
ci-après dénommée « **l'Organisme** »,

et :

D'une part,

Le prestataire titulaire du marché dénommé « **le Titulaire** »

## 2 – DISPOSITIONS GENERALES

Le présent marché est une consultation ; il est soumis aux dispositions du CCAG Travaux approuvé par l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 (non fourni).

### 2.1- OBJET et CARACTERISTIQUES du marché

Actuellement la CPAM de Bayonne est chauffée et rafraichie par 2 pompes à chaleur eau-eau alimentant les réseaux eau chaude et eau glacée par l'intermédiaire de bouteilles casse-pression. L'objet du présent marché est de remplacer les 2 bouteilles casse-pression par des ballons tampon afin de limiter les court-cycles sur les pompes à chaleur.

Les travaux et caractéristiques des fournitures à mettre en place sont décrits dans le CCTP réalisé par le bureau d'études techniques NB Energie.

### 2.2- ALLOTISSEMENT

Il s'agit d'un marché non alloti du fait de son objet.

### 2.3- CODE CPV

45331000 – Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

Pour effectuer la prestation définie dans l'objet du marché, les candidats doivent posséder les compétences métier et certifications nécessaires à la bonne exécution des prestations.

### 2.5- DEMARRAGE – DUREE

Le marché démarrera à sa notification (courant mars 2025). Les travaux et la mise en route opérationnelle des installations devront être terminés **au plus tard le 30 mai 2025**.

### 3 – VISITE

Ce marché devra être exécuté sur la base d'une analyse précise de l'environnement et des installations de la CPAM. Aussi, la CPAM demande une visite OBLIGATOIRE du site et des ouvrages.

Les candidats pourront planifier une visite du site en contactant :

**Marc UNHASSOBISCAY, Responsable Logistique**

☎ : 06.73.87.05.13 - Mail : [marc.unhassobiscay@assurance-maladie.fr](mailto:marc.unhassobiscay@assurance-maladie.fr)

Ou

**Frédéric LARRE, Assistant Logistique**

☎ : 06.68.97.38.39 - Mail : [frederic.larre@assurance-maladie.fr](mailto:frederic.larre@assurance-maladie.fr)

### 3– PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

#### PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (DPGF)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- L'offre technique du titulaire

#### PIECE GENERALE (non jointe)

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (non fourni)

### 4 – MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

#### 4-1 MODALITES DE FACTURATION

Le comptable assignataire chargé du paiement des factures est le Directeur Comptable et Financier de l'Organisme. L'ordonnateur chargé d'émettre les ordres de paiement est le Directeur de l'Organisme.

Le titulaire devra posséder un compte ouvert à son nom. Les modifications d'établissement bancaire en cours de marché doivent obligatoirement faire l'objet d'une correspondance auprès de l'Organisme.

Le Titulaire produira un RIB original émanant de son établissement bancaire en accompagnement de la première facture.

Les factures sont à libeller à l'attention de :

**CPAM BAYONNE**  
**Service Achats Marchés**  
**68-72 Allées Marines**  
**64111 BAYONNE CEDEX**

Elles seront transmises par voie dématérialisée après inscription sur le portail **Chorus Pro** depuis le lien suivant :  
<https://chorus-pro-gouv.fr>

et devront comporter les informations suivantes :

- N° de marché
- N° de SIRET du maître d'ouvrage.

## 4-2 MODALITES DE REGLEMENT

Le mode de règlement est le virement sous **30 jours** maximum à partir de la date de réception à la CPAM de la facture, conformément au délai global de paiement en application de l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique.

Ce délai peut être suspendu une fois, si la facture reçue n'est pas conforme aux spécificités du marché, sous réserve de la notifier par écrit (article R2192-27 du Code de la Commande Publique)

En cas de dépassement des délais, il sera appliqué des intérêts moratoires selon les dispositions des articles R2192-31 à 36.

## 5 – ASSURANCE

Le Titulaire est couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, pour la durée du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir de toute nature, matériels ou immatériels, directs ou indirects causés à l'occasion de l'exécution des prestations.

L'attestation d'assurance produite par le Titulaire comprend notamment la nature, le niveau de garanties, les exclusions de garantie, ainsi que la durée.

Le Titulaire s'engage, en cas de modifications des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

## 6 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

- **Conformité informatique et libertés et protection des données personnelles**

L'exécution du présent marché pourrait engager le traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, les Parties à la présente convention s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Si l'évolution du marché engage le traitement de données à caractère personnel au sens de l'article du RGPD, les Parties s'engagent à annexer au présent marché toute la documentation nécessaire à la description du traitement et aux obligations liées au RGPD et à la loi Informatique et Libertés au sein du PAQ.

- **Responsabilité des Parties**

L'exécution du marché pourrait placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis de la Cnam.

Est qualifiée de « sous-traitant », au sens de l'article 4 du RGPD, « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ». Le sous-traitant est autorisé à traiter les seules données à caractère personnel nécessaires pour la mise en œuvre des actions qui lui ont été confiées par la Cnam.

Chaque des parties, s'engage à communiquer les coordonnées de contact de son délégué à la protection des données (DPO) et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, étude d'impact si nécessaire).

- **Engagement de chacune des Parties :**

Ainsi, le Titulaire s'engage à :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 du RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de la Cpm, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne (si la Cpm l'y a préalablement autorisé) ;
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Apporter de l'aide à la Cpm, en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc...) ;
- Prendre toutes les mesures informatiques nécessaires assurant une protection adéquate des données traitées pour le compte de l'Assurance Maladie.
- Mettre à disposition de la Cpm toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Informer au plus tard dans les 48 heures la Cpm de toute suspicion de violation de données à caractère personnel accidentelle ou non et de tout manquement à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Notifier à la Cpm, toute violation de données que vous traitez pour son compte dans les 48 heures après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations (Article 33 RGPD) ;
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de la Cpm (Article 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la Cpm lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la Cpm rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

La Cpm s'engage à :

- Fournir toute la documentation nécessaire à l'exercice de la mission déléguée au Titulaire
- Informer le Titulaire de toute information pouvant impacter sa mission
- Faire évoluer la relation partenariale en fonction des besoins et des bonnes pratiques identifiées.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché qui lie le Titulaire à la Cpm et notamment celles relatives :

- au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la Cpm (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- aux règles relatives à la confidentialité ;
- aux conditions de sécurité précisées au sein d'un plan d'assurance sécurité (PAS).

Ainsi, sur demande de la Cpm, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) (Article. 37 RGPD).